



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Télévision de service public

Le réseau ITV de télévision commerciales britanniques a remis un rapport aux principaux décideurs politique de l'Union Européenne pour demander que les activités de son rival public BBC soient examinées à la lumière de sa mission de service public. Le rapport met en question la transparence de la comptabilité de la BBC. Il demande, également, une enquête sur la réglementation des télévisions européennes de service public et, pour ce qui concerne le Royaume Uni, que les programmes de services publics soient contrôlés par l'organisme de réglementation indépendant ITC.

Le rôle de la radiodiffusion de service public fait actuellement l'objet d'une réflexion au niveau de l'Union, dans le contexte de convergence des télécoms, des médias et des technologies de l'information. Les chaînes commerciales estiment que tous les radiodiffuseurs doivent être en concurrence dans des conditions équitables.

Poste

Le Tribunal européen de première instance a rendu, le 16 septembre 1998, trois arrêts relatifs à des décisions de la Commission concernant l'attitude de certains opérateurs postaux publics à l'égard des services de repositage offerts par les sociétés de repositage.

Le recours en annulation contre trois décisions de la Commission ayant pour objet, d'une part, un accord de fixation des tarifs postaux et, d'autre part, la pratique de certains opérateurs postaux publics d'intercepter du courrier reposité, sont accueillis partiellement.

Références : Arrêts T-28/95, T-111/95, T-133/95, T-204/95

L'association des opérateurs postaux européens, Posteurop, a critiqué l'approche choisie par la Commission en vue de la libéralisation du secteur postal en Europe, qui risque de sous-estimer les coûts supportés par les opérateurs publics pour la fourniture du service universel. Ils craignent, en particulier, que la Commission ne fonde sa proposition sur une évaluation des coûts dans la situation actuelle du marché, sans tenir compte des changements entraînés par les mesures de libéralisation.

Transport routier : temps de travail

Suite à l'impossibilité des partenaires sociaux du secteur routier de s'entendre sur le temps de travail dans l'ensemble de l'Union, la Commission a annoncé qu'elle proposerait d'amender le règlement C 3820/85 dans le sens souhaité par les syndicats. Un processus de discussions impliquant la Commission, le Parlement et les ministres des Quinze devrait être, par ailleurs, lancé.

Comité économique et social

Les 222 nouveaux membres du Comité économique et social, nommés par les Etats membres, resteront en fonction du 20 septembre 1998 et au 20 septembre 2002.

Public Service Television

The ITV network of British commercial television has delivered a report to European Union policy-makers requesting that the activities of its rival, the BBC, be examined with respect to its public service objectives. The report challenges the transparency of the BBC's accounting. It also calls for an enquiry into the regulation of European public service television and, as far as the United Kingdom is concerned, that public service programmes are controlled by the independent regulatory authority, the ITC.

The role of radio-transmission is currently under study at the level of the Union, in the context of convergence between telecommunications, media and information technology. The commercial channels believe that radio-transmitting companies should be in competition, under equitable conditions.

Postal Services

On 16th September, the European Court of First Instance published three judgements relating to the Commission's decisions concerning the attitude which certain, public postal services have with respect to remailing services provided by private companies.

The request made to annul the three decisions by the Commission, which relate on the one hand to price setting for postal services and on the other hand the practice of certain public operators in intercepting remailed post, was partially accepted.

References: Judgements: T-28/95, T-111/95, T-133/95, T-204/95

Posteurop, the Association of European Postal Operators, has criticised the approach taken by the Commission in view of the liberalisation of the postal sector in Europe, which runs the risk of under-estimating the costs which will be borne by public operators to provide universal services. In particular, it fears that the Commission will base its proposition on an evaluation of costs, given the present state of the market, and so will not take into account the likely changes to be brought about by liberalisation.

Road Transport: Working Hours

In the face of the inability of the social partners in the transport sector to reach agreement on working hours throughout the Union, the Commission has announced that it will put forward an amendment to regulation C 3820/85, favouring the position of the unions. A discussion process is also to be launched, involving the Commission, the Parliament and ministers from the fifteen Member States.

The Economic and Social Committee

The 222 new members of the Economic and Social Committee, nominated by the Member States, will remain in their posts from the 20 September 1998 until the 20 September 2002.

Transports en commun

Dans une communication du 1^{er} septembre, "Un réseau pour les citoyens", la Commission européenne, qui n'a pas compétence en matière de développement des réseaux de transports locaux et régionaux, présente son programme de travail pour la période 1998-2000. Elle entend oeuvrer à la définition et à la promotion de systèmes de référence dans le transport local et, à cet effet, a lancé un projet avec quinze villes européennes pour évaluer leurs performances, mettre au point une base de données et préparer l'octroi de labels et de prix. La communication insiste aussi sur le fait que les obligations de service public devraient être stipulées clairement dans les contrats des opérateurs et précise que des propositions législatives en ce sens seront faites en 1998

Comité des régions

Le Comité des régions consacra une réunion spéciale pour clarifier le principe de la subsidiarité, le 22 octobre prochain à Salzbourg (Autriche), deux jours avant le sommet informel des 24 et 25 octobre qui doit se pencher sur les moyens de rapprocher l'Europe de ses citoyens.

Initiatives

✍ A l'occasion de son symposium consacré à l'économie communale et aux défis du marché unique, 25 et 26 septembre 1998 à Vienne, la **Confédération européenne des distributeurs d'énergie publics** (CEDEC) a émis un **avis sur le service public dans le secteur de l'énergie**.

Cet avis commente, notamment, les développements actuels du droit européen et des droits nationaux concernant la relation entre le principe de la concurrence et celui de service public. La CEDEC se félicite que les directives concernant l'électricité et le gaz naturel reflètent l'idée de l'importance des services d'intérêt économique général. Cependant, elle regrette que la rédaction de ces articles laisse aux Etats membres une trop grande latitude pour imposer ou non des obligations de service public aux entreprises. La CEDEC demande que la Commission européenne veille à ce que les services d'intérêt économique général soient dûment pris en compte par les Etats membres, conformément au traité d'Amsterdam, dans le cadre du contrôle de la transposition des directives et de l'application des nouvelles législations nationales.

✍ La Confédération européenne des syndicats et la Plate-forme des ONG européennes du secteur social, ont lancé une **Campagne pour une charte européenne des droits sociaux**. Cette campagne soutient la recommandation du 'Comité des sages' de promouvoir un processus d'élaboration d'une charte européenne des droits civiques et sociaux fondamentaux. Renseignements : CES : tel + 32 2 224 04 11 / fax + 32 2 224 04 54 / Email etuc@etuh.lrt.be Plate-forme des ONG : tel + 32 2 511 37 14 / fax + 32 2 511 19 09 / email platform@euronet.be

✍ La Faculté de droit de l'Université de Liège organise les 5 et 6 novembre 1998 un conférence intitulée "**Competition, liberalization and state monopolies**". Renseignements : université de Liège : tel + 32 4 366 31 56 / fax + 32 4 366 31 55 / email ieje@ulg.ac.be

Adressez à "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" de brèves **informations** en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

Public Transport

In its communication of 1st September, entitled "A Network for Citizens", the European Commission, which does not have competence in the field of the development of local and regional transport networks, presented its work programme for the period 1998-2000. It intends to work on defining and promoting reference systems in local transport, and to this end has launched a project with fifteen European cities to evaluate their performances, with the aim of setting up a database, as well as attributing labels and prices. The communication also insists on the fact that the obligations of public services should be clearly stipulated in operators' contracts and recalls that legislative proposals to this end were put forward in 1998.

The Committee of the Regions

The Committee of the Regions will hold a special meeting to clarify the principle of subsidiarity, on 22nd October in Salzbourg (Austria), two days before the informal summit of the 24 and 25 October.

Initiatives

□ At the symposium on the economics of communes and the challenges of the Single Market, held in Vienna on the 25 and 26 September, the **European Confederation of Public Distributors of Energy** (CEDEC) put forward **an opinion on public services in the energy sector**.

This opinion comments notably on present developments of European law and national rights concerning the relationship between the principle of competition and that of public service. The CEDEC congratulated itself on the fact that the Directives relating to electricity and natural gas reflect the importance of services of general economic interest.

However, the CEDEC regrets that the drafting of these texts gives Member States too much latitude in whether to impose public service obligations on operators, or not. It requests that the Commission ensures that services of general economic interest are duly taken into account by Member States, in conformity with the Treaty of Amsterdam, and within the framework of the transposition of Directives and their application in new national legislation.

□ The European Trades Union Confederation and the Platform of European NGOs in the social sector have launched a **Campaign for a European Charter on Social Rights**. This campaign supports the recommendation by the "Committee of Wise Men" to promote a process for elaborating a European Charter on civil and fundamental social rights.

For further information: CES : tel: +32 2 224 04 11 / fax: +32 2 224 04 54 / e-mail: etuc@etuh.lrt.be

Platform for European NGOs: tel: +32 2 511 37 14 / fax: +32 2 511 19 09 / e-mail: platform@euronet.be

□ The Law Faculty at the University of Liege is organising a conference on the 5 and 6 November, entitled, "**Competition, liberalisation and state monopolies**".

For further information: University of Liege: tel: +32 4 366 31 56 / fax: +32 4 366 31 55 / e-mail: ieje@ulg.ac.be

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or Email (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.